

Lettre ouverte à un de mes meilleurs copains tenté de voter oui à No Billag

Moi non plus je n'ai pas aimé le jour où Pierre Tripod avait confondu Georges Bregy et Michel Decastel. Moi aussi, j'avais failli jeter mon transistor par la fenêtre quand quelqu'un dans le poste avait osé affirmer que Courtelary se situait dans le Jura. Et moi aussi, j'avais failli réclamer un droit de réponse lorsqu'un journaliste débutant avait eu le toupet de massacrer mon joli patronyme 100% algéro-biennois, pourtant si facile à prononcer. Moi aussi, moi aussi, moi aussi...

Moi aussi, je pourrais passer mon temps au bistrot ou sur Facebook à citer le nombre de fois où les médias touchant la redevance commettent des erreurs ou des approximations et à pester contre tous ces journalistes de gauche. Surtout Claude Smadja. Enfin, moi aussi, je pourrais me demander à quoi servent mes impôts. A construire et entretenir des routes? Je n'ai pas de voiture. (...) A construire des écoles et à payer les salaires du corps enseignant? Je n'ai pas de gos-

ses et n'ai de leçons à recevoir de personne. A entretenir des homes pour personnes âgées? Je n'ai pas l'intention de faire de vieux os. A assurer le salaire de pasteurs et de curés selon le canton où j'habite? Ni Dieu, ni Maître. (...) A financer les hôpitaux? Pendant vingt ans, je n'ai pas eu besoin d'y mettre les pieds.

Mais, très cher vieux copain qui est tenté de voter à No Billag, je n'ai pas envie de céder à cette facilité. A cet égoïsme bien dans l'air du temps. Notamment car, c'est sans doute suranné, je crois encore en la cohésion nationale et suis convaincu que les médias audiovisuels suisses, dont l'existence dépend en grande partie de la redevance, y contribuent largement. (...)

Je n'ai pas envie de voir dans l'audiovisuel se développer des écarts salariaux honteux tels qu'ils existent dans les pays où ce secteur est uniquement soumis à la loi du marché et à l'offre et la demande. Je n'ai pas envie de médias audiovisuels privés d'émiss-

sions comme «Les coups de cœur» d'Alain Morisod ou du «Kiosque à Musique». N'en déplaise aux pisse-vinagre, le premier permet à une importante catégorie de la population de se divertir en fredonnant des chansons de France Gall, tandis que le rendez-vous hebdomadaire de Jean-Marc Richard offre une tribune indispensable à de nombreuses sociétés musicales locales. (...)

Je ne veux pas d'une société où les médias audiovisuels soient en mains d'investisseurs qui ne connaissent rien à la réalité sociale, économique, politique et culturelle de mon pays ou de ma région.

Je n'ai pas envie d'un pays où les radios et les télévisions régionales seraient obligées de se serrer encore plus la ceinture et devoir (re)faire avec les moyens du bord. Je ne veux pas d'une société dans laquelle les médias

audiovisuels, déliés de toute obligation, se contenteraient d'engager du personnel non formé, corvéable à merci. Car oui, pour obtenir le statut de journaliste dans les médias qui touchent une partie de la redevance, il faut suivre une formation professionnelle débouchant sur un certificat accordant des droits mais exigeant aussi des devoirs. Comme pour un boucher, un horloger ou un chauffeur de taxi,

avant que ces derniers ne soient tous ubérisés. Avant que les conventions collectives de travail ne soient partout déchirées. Je ne veux pas d'une société où les médias audiovisuels soient en mains d'investisseurs qui ne

connaissent rien à la réalité sociale, économique, politique et culturelle de mon pays ou de ma région. Ils s'en contreficheraient, d'ailleurs, comme de leur premier million de dollars.

Veux-tu tout bousiller, parce qu'un jour, dans le feu de l'action, Pierre Tripod avait confondu deux joueurs de football? Que le contenu d'un «Temps Présent» avait déplu à certains? Ou que le concert annuel de la fanfare de telle commune avait eu davantage d'écho à RJB ou TeleBilingue que celui de l'harmonie du village voisin? Moi pas. Au fait, très cher ami tenté de voter oui à No Billag, je dois te faire un aveu: je ne crois pas que Claude Smadja, futur directeur général du Forum économique de Davos, était vraiment de gauche. Mais je m'en fiche: il était journaliste et m'avait inoculé le virus.

Très cher ami, j'espère t'avoir convaincu d'une chose: la démocratie a un coût. Mais il n'est pas si élevé que ça. **Mohamed Hamdaoui (Bienne)**

LE CLIN D'ŒIL ENVOI DE DENIS ROSSÉ, CORCELLES

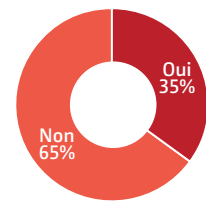


FORUM ÉCONOMIQUE DE DAVOS

Pour transporter le matériel de la délégation américaine au WEF, le plus grand cargo de l'US Air Force s'est posé dimanche à Zurich. Le Lockheed C-5M Super Galaxy peut emporter 80 tonnes dans son fuselage. D'une envergure de 68m pour une longueur de 75m, il englutit hélicoptères, limousines et tous les éléments nécessaires à la sécurité du président Trump. Ce quadrimoteur à aile haute et à dérive en T devrait rester en service durant les 40 prochaines années.



LA QUESTION DE LA SEMAINE PASSÉE La venue de Donald Trump: un plus pour Davos et la Suisse?



participation: 91 votes

POLITIQUE CANTONALE

L'efficacité, une question de volonté

Le plan d'allègement 2018 du Gouvernement bernois, accepté dans les grandes lignes par le Grand Conseil, a suscité passablement de remous, notamment dans les domaines de la santé et du social. Certains représentants des institutions de ces secteurs, soutenus par la gauche, ont manifesté avec force leur écoeurement. La Conférence des maires du Jura bernois, sans consultation auprès des élus locaux, a même publié un communiqué assassin, n'y voyant qu'un simple transfert de charges sur les communes.

Dirigé avec conviction et de manière réfléchie par notre conseiller d'Etat Pierre Alain Schnegg, la politique sociale et de la santé du canton de Berne va désormais faire la part belle à l'efficacité et à la qualité au détriment d'une culture de subsides aux effets léthargiques.

Les premiers résultats se font déjà sentir: à titre d'exemple, les plans d'actions pris par le home La Colline de Reconvilier sous la direction éclairée de Jean-Daniel Renggli. Malgré une réduction des subventions cantonales, la direction a choisi la voie du dynamisme plutôt qu'un simple transfert de charges pour assurer les acquis, ou pire, une suppression de prestations. L'investissement dans de nouveaux outils informatiques permet d'économiser dans les charges administratives. La diligence opérationnelle du personnel soignant récompense en taux Besa élevé, responsable de la dotation en soins. Tout cela en visant un équilibre budgétaire pour l'année 2018. C'est en s'ouvrant à la réalité économique actuelle, comme l'a choisi la direction du home La Colline, que nous pourrions assurer des prestations durables et de qualité sans perte de prestations dans le domaine des soins et du social dans notre canton.

Steve Feusier (Reconvilier)

MOYEN-ORIENT

Rameau d'olivier? Tu parles!

En août 2016, les Etats-Unis jugeaient «inacceptables» les frappes menées par la Turquie contre les forces arabo-kurdes, en lutte contre le groupe Etat islamique (EI) dans le nord de la Syrie. (...) Maintenant que l'EI est à l'agonie, les Etats-Unis abandonnent lâchement leurs alliés d'hier et reconnaissent «le droit légitime de la Turquie» à se «protéger». Depuis samedi, la Turquie a donc pu lancer son offensive baptisée... «Rameau d'olivier» contre les Kurdes. L'OTAN devrait se demander si la Turquie mérite encore d'être des leurs, car ce pays se rapproche de plus en plus de la Russie et ressemble de moins en moins à une démocratie, alors que l'OTAN est une organisation ne rassemblant en son sein que des pays démocratiques.

Sylvio Le Blanc (Montréal)

COURRIER DES LECTEURS

ÉLECTIONS CANTONALES

Il faut virer le soldat Schnegg!

Un film à succès entendait sauver le soldat Ryan. Moi, je dis qu'il faut virer le soldat Schnegg, qui présente les mêmes défauts que son modèle blochérien. Un nouveau riche pour défendre les petites gens, on aura bientôt tout vu dans ce pays!

Pour sortir du borbier, renvoyons à Champoz ce bon petit soldat de l'idéologie réactionnaire! Mais cela ne suffira pas si on continue d'élire ses acolytes, vous savez, ces députés qui se pavent jusqu'en Israël (reportage JdJ paru le 31 octobre 2017), soi-disant pour un voyage de législation. Ces cyniques touristes voulaient-ils vraiment étudier une démocratie modèle? Allons donc, même le vice-chancelier s'est invité parmi ces profiteurs: un bien curieux personnage, farouchement opposé à une fusion de communes, avec d'autres bons contribuables de Villeret. Je croyais pourtant que le canton promouvait officiellement les regroupements... La solidarité est devenue un gros mot pour certains privilégiés. Les égoïstes entendent sauvegarder leurs petits avantages. (...)

L'entrepreneur à succès Pierre Alain Schnegg a suffisamment sévi, dehors! Et ses comparses aussi: ils n'ont pas compris que l'Etat ne se gère pas comme une entreprise privée. Le Jura bernois, vieux bastion ouvrier, mérite mieux. Remettons au goût

du jour la devise des anciens soldats: «Un pour tous, tous pour un!»

Sylvain Affolter (Tavannes)

COHÉSION SOCIALE

Bonne année 2018...

Jusqu'à ce jour, le capital a fait marcher le monde. On a permis que l'argent travaille pour lui-même et qu'il soit amassé par un petit nombre de personnes, au détriment de la majorité d'une population à la précarité grandissante. Notre société est devenue très dure envers les personnes, conformément à la croyance que celui qui a des moyens financiers est meilleur que celui qui en manque. (...)

Pour contrer ce phénomène, des milliers d'initiatives locales et régionales ont vu le jour, mouvement boosté par la parution du film «Demain». Des cafés-réparation aux jardins communautaires, des paniers de produits locaux aux magasins en vrac, des coopératives aux associations de quartiers, une vision du futur se fait jour. Un futur plus humain, plus solidaire, plus soucieux du bien-être de l'ensemble. 2018 pourrait être l'année où l'ensemble de ces initiatives deviendra visible et permettra de modifier l'orientation prise depuis des lustres par nos constructions. Ce pourrait être l'année de la construction d'une organisation plus sociale, plus solidaire et soucieuse de notre environnement.

En 2018, nous pourrions cesser d'avoir peur de l'étranger, de l'insécurité, de la misère, du stress, de la malbouffe, de la maladie pour vivre en harmonie avec ceux qui nous entourent.

2018 pourra être l'année d'un retourne-

ment vers plus de compassion et de respect pour les personnes souffrantes, les exclus, les immigrés, les travailleurs pauvres, les personnes âgées, les enfants et la nature qui nous nourrit.

Martine Gallaz (Nods)

FORUM DE DAVOS

Gare au double discours...

L'homme du jour: Narendra Modi. C'est la légende d'une photo parue dans Le JdJ du 24 janvier. Et pour cause, il s'agit du premier ministre indien qui a prononcé le discours d'ouverture du WEF de Davos. Avec fierté, notre président à nous, Alain Berset, pose tout sourire au côté du grand homme. Grand, parce que son pays est grand, très grand. Plus d'un milliard d'habitants! La légende de la photo du journal Le Temps cite ce grand homme: «Les grandes puissances du monde doivent coopérer et faire tomber les murs.» Que c'est beau! Mais voilà qu'une ombre au tableau se glisse à côté de mes deux quotidiens préférés: le magazine Portes Ouvertes de ce mois publie l'index de persécutions 2018. Pas de chance, l'Inde figure dans le Top 50. Elle est même passée du 28e au 11e rang en quatre ans! «Les chrétiens sont souvent exclus socialement, chassés de leurs villages, agressés physiquement et parfois assassinés... La principale cause en est le mouvement Hindutva, qui milite pour l'hindouisation de l'Inde.» L'homme du jour? Selon Wikipédia, il est membre du Bharatiya Janata Party, un parti nationaliste hindou qui se réfère à l'Hindutva... Je vous laisse la conclusion.

Jean-Paul Konrad (Corgémont)